



Lettre ouverte de leaders militants aux délégués du Forum économique mondial

‘Les leaders militants demandent aux délégués du Forum économique mondial de déclarer l’urgence climatique’

Nous soutenons les aspirations des centaines de millions de personnes engagées en faveur de la justice climatique, de la transformation économique, de l'égalité, des droits humains, de l'environnement, de l'égalité entre hommes et femmes, et des droits des travailleurs, des enfants, des réfugiés, des peuples indigènes et des communautés confessionnelles.

Nous sommes aux côtés **#StandTogether** des citoyens de par le monde qui imaginent un avenir meilleur et nous saluons le thème central du Forum économique mondial de 2020, « Parties prenantes pour un monde cohérent et durable ». Pourtant, le thème du Forum de Davos, qui a 50 ans cette année, sonnera creux s'il ne fait pas écho à la vision, au courage et à la lucidité dont font preuve ceux qui se trouvent en première ligne du mouvement pour le climat – les jeunes, les femmes, les scientifiques et les dirigeants associatifs qui, partout dans le monde, montrent la voie.

Nous pensons qu'il est temps pour les décideurs qui participent à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos de déclarer l'urgence climatique dans leurs pays et au sein de leurs entreprises et de prendre de toute urgence les mesures nécessaires en vue de protéger l'humanité et notre planète, notamment les catégories de populations les plus vulnérables.

Afin d'optimiser nos chances de limiter le réchauffement climatique à 1,5° C, nous devons réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030 et parvenir à zéro émission à l'horizon 2050. Aussi les gouvernements, les entreprises, les investisseurs et la société civile doivent-ils collaborer afin de transformer rapidement notre système économique d'ici la fin de la décennie, en mettant en œuvre une transition juste et minutieusement gérée qui s'attaque aux inégalités et respecte les droits humains et les droits du travail.

Afin de permettre une transition juste pour les travailleurs et les populations, nous devons:

- 1. Mettre un terme à l'exploration et à l'extraction des combustibles fossiles** – En finir rapidement avec l'exploration, l'extraction et l'utilisation de ces combustibles ; les pays à hauts revenus doivent réaliser les réductions les plus rapides et les investisseurs doivent se désengager de cette industrie.
- 2. Cesser de subventionner les combustibles fossiles** – Redistribuer les 5,2 billions de dollars de subventions accordées à l'industrie des énergies fossiles, pour financer des énergies renouvelables produites de manière responsable et renforcer les systèmes de protection sociale.
- 3. Faire payer les pollueurs** – Fixer un prix justifié à la pollution et faire payer aux émetteurs le coût réel de leurs activités sur la santé humaine et l'environnement.

Construire un futur prospère, régénérant et plus équitable nécessitera une innovation exponentielle et un nouveau contrat social, axé autour d'une imposition équitable, des droits humains, du développement durable, des droits des femmes et de la redistribution des ressources.

Les gouvernements devront adopter des lois exigeant des entreprises qu'elles respectent les droits fondamentaux et mettent en œuvre la diligence requise pour identifier, rendre publics et réparer leurs impacts sociaux et environnementaux, mais aussi prévenir les violations qui gangrènent leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement et y remédier. Les entreprises devront respecter strictement les lois, mettre rapidement en œuvre les politiques et faire connaître des projets de transition clairs et justes et les appliquer.

Par ce biais, nous avons la possibilité de créer des millions d'emplois et de construire un avenir meilleur, plus sûr et plus prospère, qui offre à la majorité, et non à quelques-uns, de l'air propre, une biodiversité préservée, ainsi que des énergies et des transports abordables, renouvelables et fiables. Tout en améliorant l'accès aux droits humains, notamment à la santé et à l'éducation, au sein de tous les groupes de population.

Il est temps que les entreprises et les pays influents qui se mettent en travers de cet avenir se réveillent ! Le modèle actuel ne rend plus service à l'humanité ni à la planète et n'est pas viable sur le long terme. Nous en appelons à ces décideurs, si bien représentés au Forum de Davos, et leur demandons d'accueillir favorablement ces demandes : déclarer l'urgence climatique, mettre un terme à l'exploration et l'extraction des combustibles fossiles, cesser de subventionner les énergies fossiles et faire payer aux pollueurs le coût réel de leurs activités.

Nous prions instamment ces acteurs de respecter les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique des militants qui travaillent sur ces questions. Il importe de mettre en place des mesures au niveau national ou dans le cadre des activités des entreprises visant à limiter les risques pour ces militants et à les protéger contre les actes de représailles.

Nous pensons qu'une entreprise qui ne travaille pas dans la clarté et la transparence pour soutenir les politiques publiques de transformation ou ne respecte pas les droits humains et l'environnement, en identifiant ses impacts préjudiciables, en les rendant publics et en y remédiant, ne s'acquitte pas de ses obligations envers la société.

Tout gouvernement ou toute agence multilatérale qui continue de cautionner ou de subventionner l'extraction d'énergies fossiles manque aussi à son devoir envers l'humanité. Les gouvernements doivent répondre aux besoins élémentaires et respecter les droits des populations défavorisées, et diriger une transition juste vers un avenir zéro émission.

Chaque jour de retard éloigne encore un peu plus les objectifs de durabilité et de cohésion. Chaque voix qui s'exprime fait pression sur les responsables de l'aggravation du dérèglement climatique, des violations des droits humains et des inégalités croissantes. Alors que nous entamons cette décennie décisive, il est temps que les gouvernements et les entreprises réunis à Davos décident s'ils se mobilisent aux côtés de l'humanité pour notre avenir commun.

Pour les demandes concernant les médias ou autres questions connexes, envoyez un e-mail à Rajiv Joshi:

revolution@bridgingventures.com

GREENPEACE

350

Business & Human Rights
Resource Centre

OXFAM

AMNESTY
INTERNATIONAL

Powered by
BRIDGING VENTURES

CIVICUS

Global
Call to Action
Against Poverty
People Rising to End Inequalities

ITUC CSI IGB

global witness